

Les multinationales et les hautes écoles

Les multinationales sont un pilier important du pôle de recherche suisse. De leur point de vue, la proximité des hautes écoles et la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée jouent un rôle déterminant dans le choix d'un site d'implantation. D'autres pays gagnent, toutefois, du terrain. *Oliver Gassmann, Florian Homann, Maximilian Palmié*

Abrégé L'internationalisation des activités à valeur ajoutée est une tendance persistante. Elle est lourde de conséquences notamment pour le système de recherche et d'innovation suisse. Comme les multinationales jouent un rôle central dans ce domaine, notre pays se doit de leur offrir un environnement attrayant. Selon une enquête empirique, l'accès à une main-d'œuvre hautement qualifiée et la proximité de la recherche de pointe sont, pour ces entreprises, les principales raisons de choisir la Suisse pour leurs activités de recherche et d'innovation (R&I). Les résultats de l'enquête montrent que nos avantages comparatifs s'affaiblissent, même si les conditions-cadres restent bonnes. Il faut donc continuer à les améliorer.

Ces dernières décennies, de nombreuses entreprises n'ont cessé d'internationaliser de nombreux pans de leur valeur ajoutée. Ce processus ne se limite pas à des secteurs précis, comme la production, mais couvre aussi les activités de recherche et d'innovation (R&I).

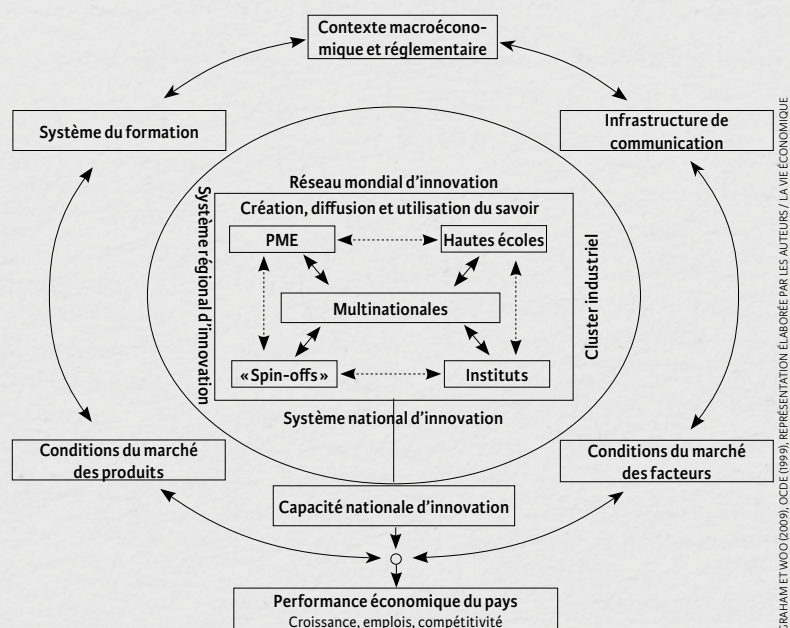
Les multinationales sont l'un des moteurs de l'innovation. Elles revêtent donc une importance cruciale pour le système national de recherche et d'innovation. Côté investissements, plus de 70 % des dépenses engagées dans la recherche et le développement (R&D) suisses sont couvertes par les grandes entreprises. Côté résultats, plus de la moitié des dépôts de brevets faits en Suisse émanent des dix premières multinationales.

Par leurs liens avec les différents acteurs, les grands groupes jouent aussi indirectement un rôle central, en tant que catalyseurs. Ainsi, des hautes écoles et des groupes exploitent ensemble des centres de R&I (appelés «R&I labs»). C'est le cas par exemple du centre de recherche créé par la société informatique IBM et l'EPFZ pour l'étude des nanotechnologies, du Nestlé Institute of Health Sciences à l'EPFL ou encore du laboratoire «Bosch Internet of Things & Services

Lab» à l'université de Saint-Gall. L'exemple de ComfyLight montre que de telles formules de coopération peuvent déboucher sur des réussites. Cette «spin-off» de l'université de Saint-Gall et de l'EPFZ, qui développe des lampes LED intelligentes, a été plusieurs fois primée.

En Suisse, les petites et moyennes entreprises (PME) profitent de la coopération avec les grandes firmes. Intégrées dans leurs chaînes de valeur en tant que fournisseurs de composants hautement spécialisés, elles accèdent ainsi aux marchés internationaux et peuvent devenir des «champions cachés» sur des marchés de niche. Les PME peuvent également s'aligner sur les axes que les groupes privilégient pour assurer leur avenir (voir *illustration 1*).

III. 1. Les acteurs du système national de recherche et d'innovation





KEYSTONE

La main-d'œuvre qualifiée, un atout

L'accès à la main-d'œuvre qualifiée est la raison principale pour laquelle les multinationales pratiquent la R&I en Suisse (voir *illustration 2* et *encadré*). Comme le montrent les entretiens menés par l'Institut de gestion de la technologie de l'université de Saint-Gall avec des représentants d'entreprises, les grandes firmes recourent volontiers aux diplômés très qualifiés des hautes écoles suisses – principalement à ceux issus des écoles polytechniques fédérales de Zurich et de Lausanne. La qualité de vie élevée et la qualité des infrastructures sont également appréciées.

La proximité de la recherche et de la technologie de pointe est également essentielle. Elle permet aux multinationales de s'unir aux hautes écoles, ce qui favorise les échanges et le développement continu du système de recherche et d'innovation. Le fait que la Suisse soit le numéro un mondial en termes de dépôts de brevets par habitant prouve d'ailleurs que, jusqu'ici, cette formule a bien fonctionné.

Le soutien de l'État : un point faible

La discussion sur l'attrait et les potentiels d'amélioration s'articule autour des thèmes suivants (voir *illustration 3*)¹ :

- disponibilité du personnel qualifié ;
- qualité des hautes écoles et des instituts de recherche ;
- incitations fiscales et financières pour la R&I ;
- promotion de la R&D ;
- droits de propriété intellectuelle.

Comme mentionné plus haut, la Suisse marque des points dans le sondage en ce qui concerne la *disponibilité du personnel qualifié*. Elle est jugée très attrayante tant au regard du niveau de formation que de l'accès à la main-d'œuvre qualifiée. Les multinationales souhaitent que la part des sciences naturelles s'améliore dans la formation, afin d'augmenter le nombre d'experts autochtones à disposition. Il leur importe en outre que l'accès aux spécialistes étrangers continue d'être garanti à l'avenir.

Le directeur général de Roche Severin Schwan à Bâle. Le groupe pharmaceutique est champion en matière de dépôts de brevets en Suisse.

¹ Guimón J., « Policies to benefit from the globalization of corporate R&D – An exploratory study for EU countries », *Technovation*, 31, 2011, pp. 77–86.

Concernant la *qualité des hautes écoles et des instituts de recherche*, la Suisse est également très bien notée. Des possibilités d'amélioration résident dans une plus grande autonomie des hautes écoles, l'assurance que ces dernières bénéficient d'un financement de base solide et la création d'un parc suisse d'innovation.

Les *droits de propriété intellectuelle* figurent également au nombre des aspects très positifs, aussi bien concernant l'accès à la protection que l'application de ces droits.

En revanche, la Suisse ne suscite qu'un intérêt moyen lorsqu'il s'agit des *incitations fiscales et financières à la R&I*. L'imposition globale est certes intéressante. En revanche, les incitations fiscales sur le plan des investissements (p. ex. la déductibilité répétée des charges de R&I pour l'impôt sur le bénéfice) comme des résultats (p. ex. moyennant des «licence boxes») sont jugées moins attrayantes. Il existe un potentiel d'amélioration en ce qui concerne les dépenses de R&I, dont la déductibilité est faible en comparaison internationale. À noter qu'avec la réforme de l'imposition des entreprises III, l'environnement fiscal est actuellement en pleine mutation.

Enfin, la *promotion de la R&D* est l'aspect jugé le plus faible en Suisse. Pour les multinationales, il serait souhaitable que l'État renforce son soutien, par le biais du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) et de la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI). Les firmes interrogées soulignent en outre l'importance d'une participation suisse à Horizon 2020, le programme de l'UE pour la recherche et l'innovation.

Améliorer les conditions-cadres

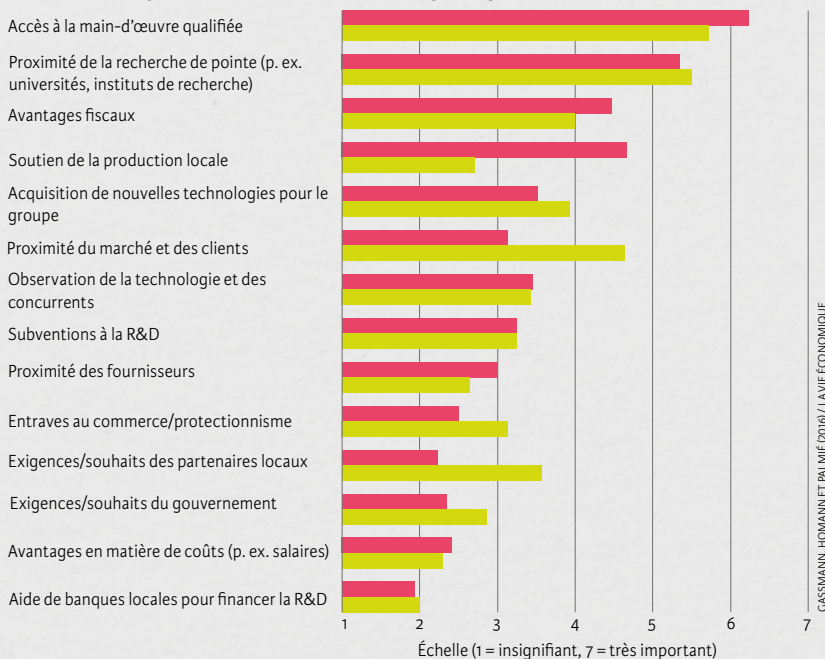
L'image générale qui se dégage de l'étude est que la Suisse reste en excellente position face à la concurrence internationale, mais que ses avantages comparatifs sont de plus en plus sous pression. Contrairement à une idée reçue, l'innovation dans notre pays n'est pas essentiellement le fait de PME solides. C'est surtout l'interaction symbiotique entre les multinationales et d'autres acteurs de l'économie et des milieux académiques qui la fait progresser et qui garantit à la Suisse une position de leader à l'échelle mondiale.

Sondage et entretiens avec des experts

Le présent article résume les résultats d'une étude menée par l'Institut de gestion de la technologie de l'université de Saint-Gall (ITEM-HSG). Cette étude repose sur un sondage représentatif réalisé durant l'hiver 2014/2015 auprès de 54 multinationales ainsi que sur vingt entretiens avec des représentants de multinationales, de PME suisses et de hautes écoles du pays. Elle a été commandée

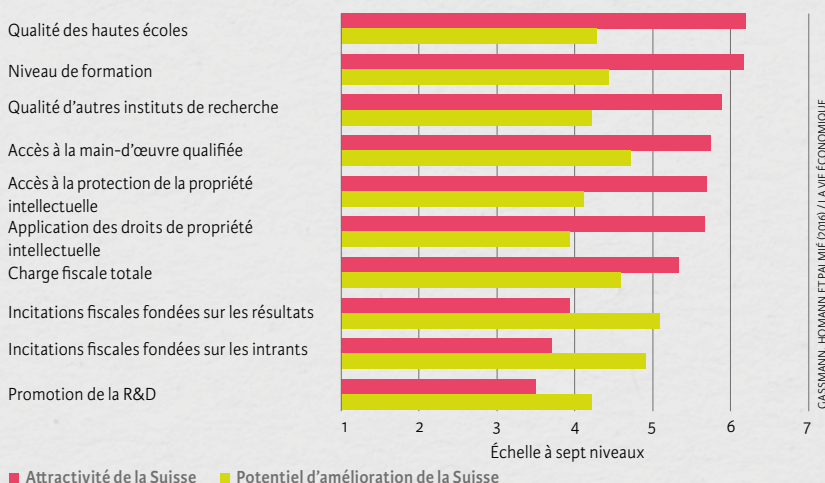
et financée conjointement par le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (Swftri) ainsi que par les associations économiques Economiesuisse, Scienceindustries et Swissholdings. L'étude «F&I-Aktivitäten multinationaler Unternehmen in der Schweiz» se trouve sur le site du SEFRI et d'economiesuisse.

III. 2. Raisons pour les multinationales de pratiquer la R&I en Suisse

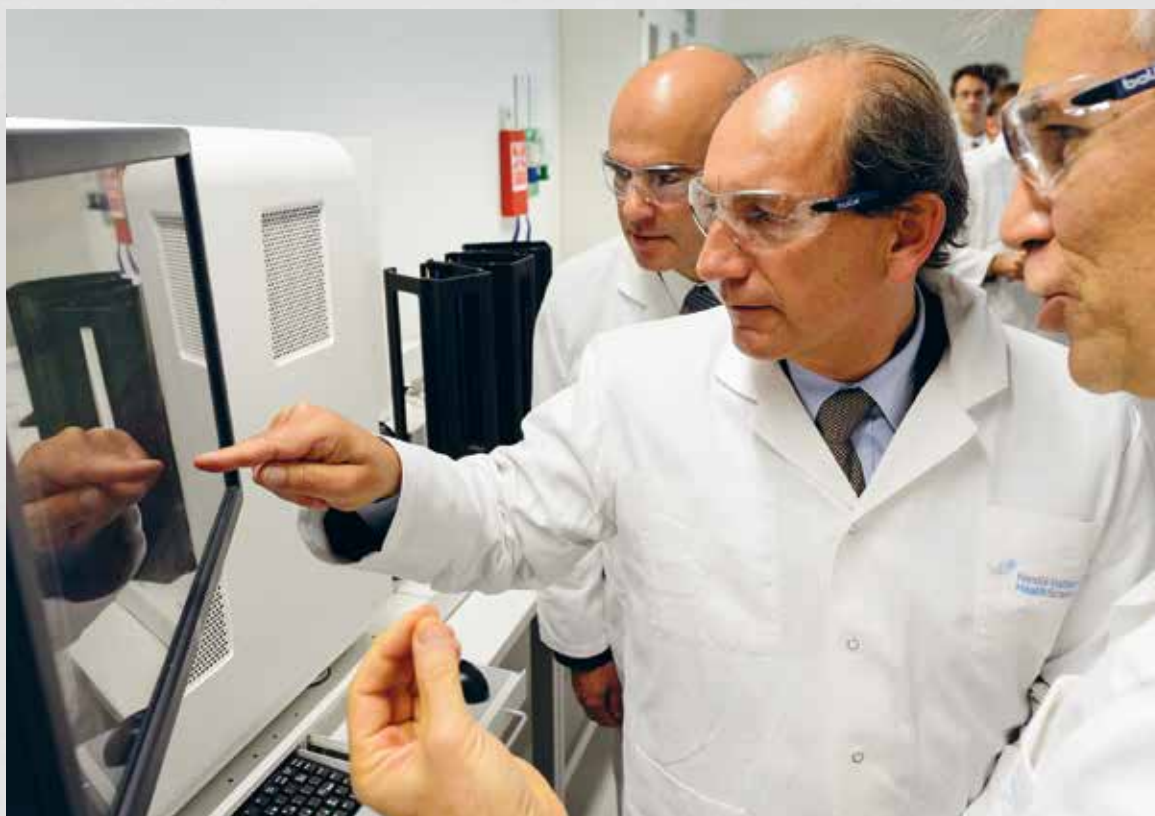


■ Multinationales suisses ■ Multinationales étrangères
Moyenne; échelle de Likert à sept niveaux, de 1 = insignifiant à 7 = très important; nombre de multinationales interrogées: 45.

III. 3. Attractivité et potentiels d'amélioration en Suisse, selon les multinationales



■ Attractivité de la Suisse ■ Potentiel d'amélioration de la Suisse
Échelle de Likert à sept niveaux, de 1 = très peu attrayant à 7 = très attrayant ou de 1 = amélioration sans importance à 7 = amélioration très importante; nombre de multinationales sondées: 48.



Les grands groupes agissent comme des bailleurs de fonds. Paul Bulcke, PDG de Nestlé, (au centre) lors de l'inauguration du Nestlé Institute of Health Science à l'EPF Lausanne.

La Suisse et son économie tirent profit des activités de R&I déployées par les multinationales. Les avantages englobent la part substantielle de ces sociétés dans la valeur ajoutée globale, l'augmentation de la compétitivité des entreprises locales, la création d'emplois bien rémunérés, la formation d'une relève hautement qualifiée, le renforcement du secteur des hautes écoles ainsi que la mise en réseau des acteurs suisses de R&I au niveau national et international.

Les entreprises interrogées estiment que la Suisse offre de bonnes conditions-cadres pour les activités de R&I. Face à la concurrence internationale croissante, elles recommandent toutefois de poursuivre leur amélioration de différentes manières. Premièrement, la Suisse doit devenir une nation attrayante et ouverte pour les chercheurs et les grands cerveaux. Deuxièmement, elle doit examiner l'introduction d'un éventuel

privilège fiscal pour le domaine de la R&I. Troisièmement, il faut continuer à développer les instruments majeurs d'encouragement, comme le FNS ou la CTI.



Oliver Gassmann

Professeur de gestion de l'innovation et directeur de l'Institut de gestion de la technologie, université de Saint-Gall

Florian Homann

Assistant de recherche et doctorant, Institut de gestion de la technologie, université de Saint-Gall

Maximilian Palmié

Professeur assistant en gestion de l'énergie et de l'innovation, Institut de gestion de la technologie, université de Saint-Gall